



Conseil économique et social

Distr. générale
18 juin 2001
Français
Original: anglais

Session de fond de 2001

Genève, 2-27 juillet 2001

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Le rôle du système des Nations Unies en ce qui concerne l'appui aux efforts des pays africains pour parvenir au développement durable

La situation économique et sociale dans le monde, 2001**

Chapitre premier

L'économie mondiale en 2001

Alors que l'économie mondiale se remettait à peine des crises financières qui ont marqué les années 1997 et 1998, elle s'essouffle à nouveau, ce qui se traduit par une diminution sensible de la croissance de la production et du commerce mondiaux. Alors que le précédent ralentissement de l'économie mondiale avait été déclenché par les turbulences financières dans certains pays en développement et en transition, le repli actuel s'explique par le ralentissement de l'activité économique dans les pays développés, en particulier aux États-Unis d'Amérique, au cours du second semestre de l'année 2000. Ce ralentissement, qui n'a au début concerné que quelques pays, s'est ensuite étendu et intensifié. Quoique son retentissement sur les économies des pays en développement et sur les économies en transition ait été jusqu'à présent beaucoup plus faible que l'effet de contagion que l'on avait observé lors des crises de 1997 et 1998, la croissance à court terme de ces pays, comme leurs perspectives de développement à long terme, en souffre déjà.

Si les projections antérieures laissaient pressentir un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale au cours du second semestre de l'année 2000, elles n'en avaient prévu ni la rapidité, ni l'ampleur, ni la profondeur. Le taux de croissance du produit mondial brut (PMB) devrait tomber de plus de 4 % en 2000 à 2,5 % environ en 2001 (tableau I.1), alors que la dernière évaluation de la situation économique mondiale effectuée par l'Organisation des Nations Unies prévoyait un taux

* E/2001/100.

** La version définitive de *La situation économique et sociale dans le monde, 2001* fera l'objet d'une publication des Nations Unies destinée à la vente (numéro de vente : F.01.II.C.1).

de 3,5 %¹. On s'attend également à une décélération de l'expansion du commerce international, dont le taux chuterait d'environ 12 % en 2000 à 5,5 % en 2001. Seule une légère amélioration est attendue pour l'année 2002, où la croissance du PMB devrait s'établir à environ 3 %, et celle du commerce mondial à environ 6,5 %.

Tableau I.1
Croissance de la production et du commerce mondiaux, 1992-2002

(Variation annuelle en pourcentage)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a	2001 ^b	2002 ^b
Production mondiale^c	1,8	1,4	3,0	2,7	3,2	3,5	2,2	2,9	4,1	2,4	3
<i>Dont :</i>											
Pays développés	1,7	0,9	2,8	2,3	2,7	3,0	2,5	2,8	3,6	1,9	2½
Pays en transition	-11,8	-6,7	-7,2	-0,6	-0,1	2,2	-0,7	3,0	6,1	3,6	4
Pays en développement	4,8	5,2	5,6	5,0	5,7	5,4	1,6	3,5	5,7	4,1	5¼
Commerce mondial^d	5,7	4,6	10,5	8,6	5,5	9,2	3,3	5,2	12,3	5,5	6½
<i>Pour mémoire :</i>											
Ensemble du monde :											
Nombre de pays où la production par habitant augmente	74	68	100	110	122	122	104	102	123	127	..
Nombre de pays dans l'échantillon	140	145	145	145	145	145	145	145	145	145	..
Pays en développement :											
Nombre de pays où la production par habitant augmente	57	54	65	73	81	77	62	58	73	79	..
Nombre de pays dans l'échantillon	95	95	95	95	95	95	95	95	95	95	..
Croissance de la production mondiale pondérée par les PPA^d	2,1	1,9	3,9	3,5	3,9	4,1	2,6	3,3	4,7	3,0	..

Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Note : Deux points (..) indiquent qu'il n'y a pas de données disponibles.

^a Estimation partielle.

^b Prévisions fondées en partie sur le projet LINK.

^c Moyenne pondérée des taux de croissance nationaux du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération étant calculés sur la base du PIB aux prix et taux de change de 1995.

^d Autre méthode de pondération des taux de croissance nationaux du PIB fondée sur la parité des pouvoirs d'achat (PPA), utilisée pour convertir en « dollars internationaux » le PIB exprimé en monnaie nationale.

¹ *World Economic Situation and Prospects, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.C.2), chap. I.

S'il subsiste de nouveaux risques de dégradation, la probabilité d'une récession mondiale n'est pas considérée comme forte. Les mesures prises par les principaux pays développés depuis le début de l'année 2001, notamment les réductions de taux d'intérêt et les mesures de relance budgétaires donnent à penser, avec un optimisme prudent, que le ralentissement de la croissance mondiale prendra fin à la fin de l'année 2001. Par ailleurs, dans la mesure où l'inflation mondiale reste faible et où la situation budgétaire de nombre des principaux pays s'est améliorée, les autorités disposent d'une marge de manoeuvre qui leur permettrait de prendre de nouvelles mesures de relance si la situation se dégradait davantage. Les décideurs, qui doivent dès que possible prendre des mesures pour contrecarrer les effets de contagion du ralentissement, doivent également faire face aux risques que posent les importants déséquilibres externes qui se sont accumulés au cours de la dernière décennie. D'une manière plus générale, il reste nécessaire de réaliser de nouvelles réformes du système commercial mondial et de l'architecture financière internationale qui faciliteraient le développement en établissant les bases d'une croissance économique mondiale à long terme moins instable et plus équilibrée.

Le ralentissement économique

L'atonie actuelle de l'économie mondiale s'explique par l'évolution de certains facteurs interdépendants au cours de l'année écoulée. Ces facteurs seront également les principaux déterminants de la croissance économique mondiale à court terme.

Le cycle de la politique monétaire

Le ralentissement a été déclenché par le durcissement progressif de la politique monétaire dans les grands pays développés, en particulier aux États-Unis. À la fin des années 90, l'économie des États-Unis progressait à un rythme que ses dirigeants estimaient intenable, ainsi qu'en témoignaient les tensions croissantes sur le marché du travail, le creusement des déficits extérieurs, l'épargne négative des ménages et le niveau élevé de l'endettement du secteur privé. Nombreux étaient ceux qui craignaient alors que ces tensions, si elles n'étaient pas contrecarrées, aboutissent à une accélération de l'inflation, suivie d'une décélération rapide de la croissance. Au milieu de l'année 1999, la Réserve fédérale des États-Unis a commencé à resserrer la politique monétaire dans le but d'abaisser légèrement la demande pour empêcher une reprise de l'inflation et permettre un « atterrissage en douceur ». Les banques centrales de la plupart des pays développés ont fait de même et, globalement, les taux d'intérêt ont été augmentés de 150 à 200 points de base au cours de l'année. La plupart des pays développés ont maintenu cette orientation de la politique monétaire pour le moins jusqu'à la fin de l'année 2000 et les pays de la zone euro, jusqu'en mai 2001.

Au début de l'année 2001, alors qu'apparaissaient les signes d'un ralentissement plus accentué que celui qui était souhaité, de nombreux pays développés ont commencé à assouplir leur politique monétaire en diminuant les taux d'intérêt directeurs. Pour cet ajustement, comme pour le durcissement qui l'avait précédé, la Réserve fédérale avait pris les devants, abaissant les taux d'intérêt à cinq reprises, et au total de 250 points de base, au cours des cinq premiers mois de l'année. Les mesures d'assouplissement monétaire que prennent actuellement un nombre croissant de pays développés devraient freiner le ralentissement de l'économie mondiale. Toute-

fois, le décalage entre les mesures d'abaissement des taux d'intérêt et leurs effets sur l'économie est normalement de six mois, ce qui donne à penser qu'un redressement ne se produira sans doute pas avant le second semestre de l'année 2001.

L'effondrement des marchés des actions

En 2000 et au cours du premier trimestre de 2001, les marchés des actions ont, dans leur majorité, enregistré des pertes considérables. En mars 2001, l'indice Nasdaq des États-Unis, qui est fortement pondéré en valeurs technologiques, avait chuté de plus de 65 % par rapport au pic qu'il avait atteint un an auparavant. Le mouvement de baisse s'est étendu aux autres indices boursiers des États-Unis, aux marchés des actions de la plupart des autres pays développés et à maints autres petits marchés, les marchés émergents des pays asiatiques étant généralement ceux qui ont le plus souffert.

La baisse des cours des actions sur les marchés internationaux a eu un impact négatif sur la confiance des consommateurs et des investisseurs, qui a entraîné une baisse de la consommation et de l'investissement des entreprises. La crainte d'une forte correction des prix des actions, avec son cortège de conséquences, n'était pas nouvelle, particulièrement aux États-Unis où les prix des actions augmentaient rapidement depuis plusieurs années. La nature et l'ampleur de l'effet de richesse négatif sur les consommateurs, et ses conséquences défavorables sur l'investissement des entreprises depuis le milieu de l'année 2000 sont semblables à celles qu'indiquaient les études simulant les conséquences d'un effondrement des principaux marchés des actions sur la croissance économique mondiale². Toutefois, aux États-Unis, la décélération de l'investissement des entreprises a été plus accentuée que celle que prévoient les simulations.

L'effondrement des valeurs technologiques a également eu pour conséquence de diminuer les fonds disponibles pour l'investissement des entreprises, en particulier lors de l'introduction en bourse des valeurs des entreprises technologiques. L'offre de capital-risque s'est rapidement contractée, notamment parce que la baisse du cours des actions a freiné le recyclage des fonds, mais aussi parce que les investisseurs manifestent depuis lors une moindre tolérance au risque.

Des tensions sont également apparues sur d'autres marchés financiers. Au cours du second semestre de l'année 2000, le montant des emprunts contractés par les entreprises s'est tassé, dans la mesure où les écarts de rendement offerts sur les marchés obligataires se sont creusés et où les banques ont appliqué des conditions plus strictes pour les prêts qu'elles accordent aux entreprises, en particulier aux États-Unis. Les écarts de rendement offerts sur les emprunts extérieurs des pays en développement se sont également considérablement accrus. Dans les principaux pays en développement et pays en transition, le montant des émissions d'emprunts obligataires internationaux a fortement diminué au cours du dernier trimestre 2000, tombant à son niveau le plus bas depuis la crise mexicaine de 1995. Toutefois, ce phénomène est en grande partie imputable aux troubles politiques et économiques qui ont agité l'Argentine et la Turquie. Dans les autres pays en développement, les effets de contagion financière ont été limités car les prêteurs considèrent le plus souvent que les emprunts contractés par ces pays, qui ont réduit leur dette extérieure

² Voir, par exemple, l'*Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 1999* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.II.C.1), encadré I.2.

à court terme et renfloué leurs réserves de change depuis la crise des années 1997 et 1998, présentent moins de risque qu'auparavant. Par ailleurs, les régimes de change plus souples qu'ont adoptés nombre de ces pays au cours des deux dernières années, les ont rendus moins vulnérables aux attaques spéculatives.

Consolidation dans le secteur technologique

Aux États-Unis et dans de nombreux autres pays développés, les investissements dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) ont progressé à un taux de 30 à 40 % par an à la fin des années 90, et ont été l'élément moteur de la bonne performance économique d'ensemble. Ils ont également été le principal stimulant de la reprise économique dans plusieurs pays en développement et en transition, notamment par le biais des échanges commerciaux. Aux États-Unis, la diffusion des TIC dans l'ensemble de l'économie a contribué à une augmentation du taux de croissance de la productivité. Leur effet à ce jour a été moindre dans les autres pays développés où l'accélération des investissements dans les TIC ne s'est produite que plus tard.

La révolution des technologies de l'information et des communications semble être entrée dans une période de consolidation. Au cours des dernières années, le développement de nouvelles applications des technologies existantes a été plus lent que la constitution de nouvelles capacités technologiques et nombre d'entreprises de ce secteur n'ont pu répondre aux attentes dont elles faisaient l'objet. De nombreuses entreprises de commerce de détail en ligne ont dû cesser leurs activités, sont sur le point de faire faillite, ou encore luttent pour survivre. De ce fait, aux États-Unis, les dépenses d'investissement dans le secteur des TIC, à la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001, ont marqué une pause.

Cependant, certains analystes font valoir que la lenteur du développement de nouvelles applications des TIC, en particulier des applications destinées aux consommateurs, et les mauvais résultats des entreprises opérant en ligne sont dus à l'insuffisance des investissements dans certains domaines des TIC et qu'en particulier le nombre insuffisant de réseaux à large bande ou encore la vitesse insuffisante des télécommunications sur le réseau, constituent un goulot d'étranglement qui freine l'adoption de nouvelles applications par les consommateurs et les entreprises. La technologie de transmission sur réseau à large bande est disponible, mais doit être intégrée à l'infrastructure. Pour cela, il faut procéder à de nouvelles dépenses d'investissement, que la plupart des fournisseurs de service de télécommunications ne peuvent actuellement effectuer étant donné l'endettement élevé qu'ils ont contracté pour financer des investissements au cours de la dernière décennie.

Les TIC continueront d'être un élément moteur de l'économie mondiale à moyen et à long terme, mais l'on ne sait pas combien de temps prendront les ajustements et consolidations en cours dans ce secteur dans les grands pays développés. L'avènement d'une « nouvelle économie », fondée sur les TIC n'implique pas que les investissements dans ce secteur soient d'une nature différente que celle des autres investissements économiques, qui sont cycliques, et n'implique donc pas la fin du cycle économique.

Les nouvelles caractéristiques du cycle économique

Au cours des dernières décennies, les récessions américaines étaient régulièrement précédées d'une poussée inflationniste dans la mesure où les déséquilibres

qui apparaissaient pendant la période de croissance causaient des tensions sur les prix. L'actuelle récession n'a pas été précédée d'une forte augmentation des prix car l'inflation a été considérablement atténuée du fait de la croissance de la productivité, de la baisse générale des prix de la plupart des produits de base autres que le pétrole, du raffermissement du dollar et de l'aggravation du déficit commercial.

Dans le même temps, certains analystes sont d'avis que l'avènement de la « nouvelle économie » a entraîné un relâchement des liens entre la croissance, l'inflation et les politiques cycliques qui caractérisaient les précédents cycles économiques. Les raisons en sont que la « nouvelle économie » est issue tout à la fois des profits des entreprises, de la disponibilité du crédit et de l'investissement, ces trois facteurs étant les principaux déterminants du nouveau cycle économique. Pendant la période d'expansion qui s'est achevée au premier semestre de l'année 2000, aux États-Unis, les profits des entreprises ont progressé en moyenne à un taux supérieur à 10 %. Il était alors relativement aisé de financer les investissements à de bonnes conditions et le niveau de confiance des entrepreneurs était élevé. Plusieurs années de croissance rapide dans les secteurs liés aux nouvelles technologies contribuant à faire croire que cette tendance pourrait se poursuivre, le nombre des investisseurs et la quantité des investissements dans ce secteur ont augmenté très rapidement.

Parallèlement, la diminution des profits des entreprises, le resserrement des conditions du crédit et la baisse des dépenses d'investissement sont à l'origine du ralentissement de l'économie. À la suite d'investissements excessifs, ou déséquilibrés, dans les secteurs de pointe, les profits attendus ne se sont pas réalisés. Le resserrement de la politique monétaire (par crainte d'une surchauffe et dans le but d'arrêter la hausse des prix des actifs) et l'effondrement des cours des actions ont entraîné une dégradation des conditions de crédit. C'est la combinaison de ces facteurs, plutôt que l'accélération de l'inflation de base, qui est la cause de la baisse de confiance des entrepreneurs et qui a mis fin à l'expansion des investissements, accélérant le ralentissement de l'économie.

L'expérience récente donne à penser que le passage d'une phase d'expansion à une phase de contraction peut être beaucoup plus rapide dans l'environnement actuel que dans le cycle classique. Les entreprises peuvent prendre des mesures draconiennes pour restaurer les profits en réduisant le facteur travail, en comprimant les stocks et en diminuant les dépenses d'investissement. Il en résulte une diminution des profits futurs qu'anticipent les autres entreprises et agents économiques. Face à la dégradation des projections relatives aux profits, il est probable que la baisse des cours des actions se poursuivra sur des marchés boursiers déjà fragiles, entraînant une dégradation générale de la confiance des consommateurs et des entrepreneurs et un durcissement des conditions du crédit. Ainsi, le ralentissement qui s'était amorcé dans le secteur manufacturier (un choc sur l'offre) est amplifié et se répercute sur les dépenses des consommateurs et des entrepreneurs, se transformant en un choc sur la demande qui exacerbe le ralentissement initial.

Dans le même temps, la situation tendue sur le marché du travail des États-Unis, alliée à l'amélioration des méthodes de gestion des stocks dans le secteur manufacturier, peut avoir pour effet de diminuer la durée du ralentissement par rapport à celle que l'on observait lors des cycles précédents. Compte tenu des coûts de recrutement, les employeurs peuvent choisir en un premier temps, de diminuer les heures de travail plutôt que de procéder d'emblée à des licenciements s'ils pensent

que la phase descendante sera de courte durée. De la même façon, si l'on excepte les excès liés à l'existence d'une bulle technologique, l'utilisation des nouvelles technologies se traduit probablement par des stocks moins importants que dans les cycles précédents, en particulier dans le secteur manufacturier. Pour ces deux raisons, la durée de la récession devrait être plus courte que d'habitude.

Cependant, à un horizon plus lointain, il est possible que la reprise ne soit pas aussi rapide que l'avait été la phase descendante dans la mesure où la confiance des entrepreneurs peut être plus longue à revenir qu'elle ne l'avait été à se dégrader. Cela s'explique en partie par les délais qui seront probablement nécessaires aux entreprises pour s'ajuster à l'excédent de capacités qui résulte, dans certains secteurs technologiques, d'un taux d'investissement élevé. En revanche, cet excès d'investissement étant concentré sur quelques secteurs seulement, les entreprises de « l'ancienne économie » devraient continuer à investir conformément au modèle classique.

Certains analystes ont mis en doute l'efficacité des politiques monétaires en de telles circonstances. Les réductions de taux d'intérêt et la détente des conditions de crédit qui les accompagne n'auront probablement pas d'impact sur l'investissement dans les secteurs technologiques avant que ne s'améliorent les anticipations relatives aux profits, bien qu'elles puissent avoir quelque effet bénéfique sur les investissements dans d'autres secteurs et stimuler les dépenses de consommation. Dans le même temps, les effets de l'abaissement des taux d'intérêt nominaux dans une période d'inflation faible et stable seront probablement différents de ceux que l'on observe lorsque l'inflation est élevée et erratique. Dans ce dernier cas, l'infléchissement de la politique monétaire a un effet direct sur l'inflation et sur les anticipations inflationnistes, et donc sur le taux d'intérêt réel et le niveau de l'investissement. Dans un environnement caractérisé par une inflation faible et stable, la politique monétaire est un déterminant moins important du taux d'intérêt réel et peut donc avoir une incidence moindre sur la confiance des entrepreneurs et des consommateurs. Dans un cas comme dans l'autre, son efficacité serait réduite.

On comprend mieux désormais les cercles vertueux qui caractérisent les mécanismes de transmission dans le secteur réel comme dans le secteur financier, et les liens entre ces deux secteurs, pendant la phase ascendante de la « nouvelle économie ». Toutefois, on comprend moins bien ces interactions – et en particulier les délais de réaction – pendant la phase descendante. On s'attend généralement à une période de décélération rapide et courte, suivie d'une reprise aussi rapide. Toutefois, on ne peut exclure la possibilité d'un ralentissement plus long, plus marqué ou encore d'une reprise plus lente (voir ci-après). Par ailleurs, de même que certains éléments de « l'ancienne économie » subsistent au sein de la « nouvelle économie », certains éléments du cycle économique s'intègrent aux caractéristiques du nouveau cycle. C'est cette intersection entre la situation ancienne et la situation nouvelle qui crée un niveau d'incertitude inhabituel en ce qui concerne les perspectives à court terme et qui complique la tâche des décideurs.

Le rôle de la hausse des prix du pétrole

Depuis le début de 2000, les prix du pétrole ont été plus élevés qu'ils n'avaient été depuis plusieurs années, cette hausse influant peu à peu sur l'économie mondiale en portant atteinte aux conditions de vie des consommateurs dans les pays importateurs de pétrole et en entamant les bénéfices des secteurs non pétroliers. En septem-

bre 2000, le prix du brut a frôlé les 40 dollars le baril, niveau record depuis 10 ans. Or, à chaque fois que les prix du pétrole ont connu depuis le début des années 70 une forte hausse (1973-1974, 1979-1980, 1990-1991) maintenue pendant 6 à 12 mois, nombre de pays développés ont enregistré un ralentissement marqué de la croissance, ou même une récession, provoqués par un accès soudain de pessimisme des entreprises et des consommateurs. Un phénomène de ce type est peut-être à l'oeuvre pour ce qui est du ralentissement actuel, plus généralisé encore du fait que la production est à plus forte intensité de pétrole dans les pays en développement et les pays en transition.

Les prix pétroliers ont eu beau fléchir un peu depuis le début de 2001, il est peu probable qu'ils baissent beaucoup, étant donné les deux diminutions de la production pétrolière décidées par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) au début de 2001, alors qu'une baisse aurait pu soutenir la croissance économique dans le monde.

La décélération dans les pays touchés par la crise

Même en dehors des facteurs mentionnés, une décélération de la croissance mondiale était prévue pour 2001, car on s'attendait à voir la croissance se modérer dans nombre de pays en développement et de pays en transition se remettant des crises financières de 1997-1998. On ne pensait pas en particulier voir se maintenir le rythme de croissance supérieur à 10 % qu'avaient connu entre 1999 et le milieu de 2000 bien des pays touchés par la crise. On ne s'attendait pas à voir poursuivre les politiques de relance, la forte impulsion imprimée à l'économie par la demande extérieure depuis le début de 1999 devant de son côté s'essouffler. Les décideurs et les observateurs espéraient que cette décélération de la croissance pourrait être stabilisée à un rythme viable.

Mais le ralentissement économique des principaux pays développés depuis la fin de 2000 a en fait exacerbé le fléchissement de l'activité dans les pays en développement et les pays en transition. Nombre d'entre eux restent fragiles : la reprise intérieure n'y repose pas sur des bases solides, la restructuration financière après la crise a été lente, et le secteur des entreprises y est encore surendetté. Même s'ils sont moins vulnérables aux chocs financiers extérieurs qu'il y a quelques années, nombre de ces pays restent exposés aux chocs extérieurs au niveau de la demande, du fait de la concurrence qui se livre pour les exportations sur les marchés des grands pays développés, où le ralentissement économique est notable.

Autres facteurs

Outre les facteurs évoqués, d'autres, de caractère régional et local, ont eu des effets nuisibles sur l'activité économique de certains pays. Plusieurs ont connu de graves tremblements de terre, ou de fortes sécheresses. L'intensification des conflits militaires et des troubles politiques dans certaines régions, et à l'intérieur de certains pays, y a fortement freiné l'activité économique, amputant les revenus. Les épidémies d'encéphalopathie spongiforme bovine (« maladie de la vache folle ») et de fièvre aphteuse qui ont éclaté en Europe occidentale ont représenté pour certains pays de forts chocs au niveau de l'offre, et continuent à menacer les échanges internationaux et le tourisme. Enfin, la pénurie d'énergie survenue au Brésil et en Californie, région des États-Unis d'Amérique particulièrement importante au plan économique, risque d'avoir des incidences mesurables sur la croissance dans ces pays.

Perspectives de l'économie mondiale

Les perspectives à court terme sont pour une large part tributaires de l'évolution de la reprise dans les pays développés, tout particulièrement aux États-Unis. Elles dépendent aussi de la tournure que prendront ensuite les événements sur les marchés internationaux et de la capacité que manifesteront les pays en développement et les pays en transition d'absorber les chocs extérieurs nuisibles qui en découleront. Or, la vulnérabilité de ces pays au fléchissement de la conjoncture extérieure est fonction non seulement de l'étroitesse de leurs liens avec les grandes puissances économiques, mais aussi de la robustesse de leurs propres structures économiques et du bien-fondé de leur politique économique. Nombre de pays en développement et de pays en transition ont modulé leurs politiques au premier semestre de 2001 afin d'affermir la demande intérieure, ce qui devrait atténuer dans une certaine mesure ce que le jeu des forces extérieures pourrait avoir de nuisible.

L'environnement économique international

En même temps que se ralentissait la croissance de la production mondiale, depuis la fin de 2000, l'environnement économique international s'est dégradé, surtout pour nombre de pays en développement et de pays en transition. Cette dégradation présente toutefois des caractéristiques différentes de celle qui avait accompagné les crises financières internationales de 1997-1998.

En 1997-1998, ce qu'avaient connu de nombreux pays en développement et pays en transition, c'était un exode brutal, et contagieux, des capitaux étrangers qui ont causé dans ces pays une crise de liquidités affectant la balance des paiements. Ces pays ont d'abord dû faire face à un choc financier extérieur, dont ont découlé les autres phénomènes défavorables : développement plus lent des échanges internationaux, chute du prix des produits primaires, dévaluation des monnaies, détérioration des termes de l'échange.

Cette fois-ci, le ralentissement est caractérisé essentiellement par le choc extérieur au niveau de la demande réelle, résultant d'une décélération brutale des échanges internationaux entraînée, pour une grande part, par la contraction de la demande d'importations aux États-Unis. La principale courroie de transmission entre le ralentissement aux États-Unis et le reste du monde a été cette fois le commerce international, et non pas les courants financiers internationaux. Si d'autres interactions internationales ont joué elles aussi – stagnation des courants de capitaux privés, hausse des primes de risque sur le financement extérieur pour certains pays en développement, recul des cours des produits primaires – l'ampleur et la portée de leur incidence ont été beaucoup plus modestes que lors du précédent ralentissement de l'activité économique mondiale. En revanche, les cessions d'actifs sur les marchés des valeurs, fortement corrélées dans le monde entier, ont été plus massives en 2000 et au début de 2001 qu'en 1997-1998.

Pour le court terme, on s'attend à voir chuter la croissance des **échanges internationaux**. La demande d'importations aux États-Unis, dont l'expansion dépassait les 10 % ces dernières années, et qui a été le moteur de la reprise dans nombre de pays en développement, les aidant à sortir des crises de 1997-1998, a fléchi notablement au premier trimestre de 2001. De ce fait, nombre de pays ayant des liens

commerciaux étroits avec les États-Unis, pays d'Amérique et d'Asie du Sud-Est notamment, sont exposés à une contraction de leur demande d'exportations.

La demande mondiale faiblissant, les cours de nombreux *produits primaires* ont fléchi. Il est peu probable que l'on voie à nouveau le cours de presque tous les produits primaires s'effondrer comme lors des crises de 1997-1998, mais le prix de nombre de produits autres que les combustibles, notamment de produits agricoles, reste inférieur à ce qu'il était avant la crise asiatique. Pour les pays en développement exportateurs de produits primaires, la difficulté est donc double : à long terme, le prix des produits primaires est orienté à la baisse, tandis qu'à court terme, les prix sont extrêmement instables. Nombre de petits pays à faible revenu, qui ont déjà à atténuer les effets de l'instabilité, à court terme, du cours des produits primaires sur les marchés internationaux, se trouvent aussi face au casse-tête que leur pose la nécessité de diversifier leur gamme de produits, alors que la spécialisation est de plus en plus la règle pour la production mondiale.

Autre problème pour les décideurs, s'ajoutant à la détérioration de l'environnement commercial international : celui des déséquilibres commerciaux importants entre les grandes puissances économiques, en particulier les forts déficits de la balance commerciale et de la balance des paiements courants enregistrés par les États-Unis. Les déséquilibres des 10 dernières années entre rythmes de croissance des grandes puissances économiques du monde ont gonflé ces déficits extérieurs, qui atteignaient en 2000 environ 450 milliards de dollars, soit 4,5 % du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis. Même si la demande d'importations s'est ralentie dans ce dernier pays depuis le milieu de 2000, ces déficits ont toutes les chances de rester élevés. S'ils s'inversaient brusquement, les conséquences déflationnistes sur l'économie mondiale seraient très marquées, et entraîneraient des modifications notables des taux de change entre les grandes devises (voir plus loin la dernière partie du présent chapitre et l'encadré I.1).

L'instabilité des **taux de change** s'est accusée depuis la fin de 2000, nombre de devises perdant du terrain devant le dollar des États-Unis. Mais l'ampleur de ces dévaluations de fait n'a pas été la même que lors des précédentes crises. Parmi les grandes devises, le dollar des États-Unis s'est une fois de plus fortement valorisé vis-à-vis du yen japonais et de l'euro, et cela malgré le ralentissement de l'activité américaine, la baisse qu'y ont connue les taux d'intérêt et l'ampleur du déficit commercial. Comme on l'a dit, les perspectives à court terme de l'économie mondiale sont très fortement tributaires du moment et de la manière dont le dollar inversera sa tendance à s'apprécier et où les déficits extérieurs commenceront enfin à diminuer.

Pour bien des pays en développement et des pays en transition, la tendance à la polarisation des régimes des changes (soit des taux entièrement flottants, soit des parités fixes ou autres dispositions analogues, office monétaire par exemple) s'est poursuivie. Les pays ayant adopté un régime intermédiaire subissent des pressions de plus en plus accusées, la Turquie étant par exemple le dernier en date des pays contraints d'abandonner son régime de parité mobile. Il n'y a pas de règle qu'on puisse toujours invoquer pour le choix d'un régime des changes, surtout pour les pays en développement et les pays en transition, car les avantages et les inconvénients (stabilité contre souplesse) d'un régime donné sont toujours indissociablement liés au jeu d'autres politiques intérieures et au cadre institutionnel, qui ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. L'expérience montrera quel régime sera le plus

favorable dans la situation mondiale actuelle de ralentissement de l'activité économique.

Ce ralentissement mondial s'est accompagné par ailleurs d'une dégradation des conditions du financement extérieur pour les pays en développement et les pays en transition. Les courants nets de capitaux privés à destination des marchés émergents sont restés faibles, plus faibles encore qu'avant la crise asiatique. Si les courants d'investissement étranger direct (IED) sont demeurés stables, ils sont toujours concentrés dans un nombre assez restreint de pays en développement. Cependant, les primes de risque imposées aux fonds que les pays en développement et les pays en transition trouvent sur les marchés internationaux de capitaux ont augmenté depuis le deuxième semestre de 2000, même si elles varient de pays à pays, les investisseurs internationaux étant de plus en plus sensibles aux différences de situations économiques entre ces pays. Les politiques monétaires se faisant plus souples dans les grands pays développés, les conditions du financement extérieur pour les pays en développement et les pays en transition devraient s'améliorer, mais le financement extérieur qu'ils pourront trouver restera quand même limité par rapport à leurs besoins.

Le ralentissement de la croissance économique mondiale

La croissance globale du PIB des **pays développés**, qui était de 3,6 % en 2000, devrait ralentir et ne pas dépasser 1,9 % en 2001, après quoi, en 2002, elle retrouverait un rythme de 2½ % (voir tableau I.2). Dans ce groupe, c'est aux États-Unis que le ralentissement a été le plus prononcé, mais un affaiblissement général se manifeste peu à peu dans beaucoup d'autres pays développés au début de 2001.

Tableau I.2

Pays développés : taux de croissance du PIB réel, 1998-2002

(Variation annuelle en pourcentage^a)

	1998	1999	2000 ^b	2001 ^c	2002 ^c
Pays développés	2,5	2,8	3,6	1,9	2½
États-Unis d'Amérique	4,4	4,2	5,0	1,8	3
Canada	3,6	4,5	4,7	2,8	3½
Japon	-1,1	0,8	1,7	0,7	1¼
Union européenne (15 pays) ^d	2,8	2,4	3,3	2,6	3
Zone euro (12 pays) ^e	2,7	2,4	3,4	2,7	3

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, d'après des données du Fonds monétaire international (*International Financial Statistics*).

^a Moyenne pondérée des taux de croissance du produit intérieur brut des différents pays, les coefficients de pondération correspondant aux PIB aux prix et taux de change de 1995.

^b Certains de ces chiffres sont des estimations.

^c Projection.

^d États membres de l'Union européenne.

^e Pays de la zone euro.

On ne s'attend pas aux États-Unis d'Amérique à une récession (définie comme baisse du PIB pendant deux trimestres consécutifs), mais la croissance en 2001 ne dépasserait pas 1,8 %, contre 5 % en 2000, avant de reprendre à 3 % en 2002. Le ralentissement, aux États-Unis, durant le second semestre de 2000 a été tout à fait spectaculaire : la croissance du PIB est tombée de 5,6 % au deuxième trimestre à 1 % au quatrième. La baisse des taux d'intérêt depuis le début de 2001 devrait faciliter une reprise à la fin de 2001, tandis que les réductions d'impôts devraient également apporter une impulsion à la croissance en 2002.

L'économie japonaise a également un effet négatif sur les perspectives de la croissance de l'ensemble des pays développés. Au Japon, la croissance a été de 1,7 % en 2000, mais les indicateurs attestent un ralentissement dans un large ensemble d'activités depuis le début de 2001. Le PIB devrait augmenter de moins de 1 % en 2001, et ne pratiquement pas augmenter en 2002. La demande des ménages, qui subit le contrecoup d'une situation défavorable de l'emploi et des revenus, reste la composante la plus fragile de l'économie. Les effets de richesse à rebours d'une décennie de déflation des prix des actions et de l'immobilier ont également affaibli les dépenses des consommateurs. En même temps, des problèmes structurels (notamment le volume sans cesse grandissant des prêts non productifs dans le secteur financier, l'excédent de capacités dans le secteur des entreprises et le très fort endettement public) continuent à peser sur les autres composantes de la demande globale.

Comparés au Japon et aux États-Unis, beaucoup de pays développés en **Europe** ont initialement mieux résisté à ce ralentissement, mais les signes de celui-ci sont apparus au fil de l'année 2001. Après une croissance de 3,4 % en 2000, la croissance dans les pays de la **zone euro** devrait rester modérée, à 2,7 % en 2001, avant de reprendre pour atteindre environ 3 % en 2002. La précarité de la demande extérieure, en particulier en raison du ralentissement aux États-Unis, l'augmentation des cours du pétrole et la baisse des cours des actions dans ces pays continue à avoir un effet négatif. Les réductions d'impôts dans beaucoup de pays de la zone euro devraient stimuler un peu la croissance économique, et la Banque centrale européenne a réduit son taux d'intérêt directeur de 25 points de base en mai 2001, première baisse du taux d'intérêt après le dernier cycle de hausses. La décélération de la croissance du PIB devrait varier considérablement d'un pays à l'autre, de sorte que la tendance à la convergence des taux de croissance et de plusieurs autres indicateurs macroéconomiques observée au cours des dernières années dans la zone euro risque de s'inverser.

La croissance se ralentit aussi dans **d'autres pays européens** comme l'Autriche, le Danemark et la Suisse. La croissance du PIB en 2001 dans ces pays devrait être nettement inférieure à celle enregistrée en 2000 car leurs exportations devraient se ralentir notablement, non seulement en raison d'un taux de croissance plus faible ailleurs, mais aussi en raison de l'appréciation de leur monnaie par rapport à l'euro. L'impact du ralentissement de la demande extérieure sur l'économie britannique et celui de l'appréciation de la livre par rapport à l'euro n'ont pas été importants au début de 2001, mais une large décélération de la croissance au cours de 2001 est inévitable.

On observe également un ralentissement en Australie et au Canada et dans une moindre mesure en Nouvelle-Zélande au début de 2001. La baisse des dépenses consacrées à l'investissement dans les deux premiers de ces pays a entraîné un ralentissement. Dans ces deux pays, la politique monétaire s'est rapidement libérali-

sée, et une réduction d'impôts au Canada devrait apporter une impulsion supplémentaire à la demande intérieure.

Les perspectives économiques pour le groupe des **pays en transition** laissent attendre un ralentissement de la croissance qui, de 6,1 % en 2000, serait de l'ordre de 3,6 % en 2001, avant de remonter un peu en 2002 (voir tableau I.3). La plupart des facteurs qui expliquent la vigueur de la croissance l'an dernier se sont estompés ou se sont inversés. L'affaiblissement du climat extérieur, pour ces pays, n'est pas de bon augure pour beaucoup de ces pays.

Tableau I.3

Pays en transition : taux de croissance du PIB réel, 1998-2002(Variation annuelle en pourcentage^a)

	1998	1999	2000 ^b	2001 ^c	2002 ^c
Pays en transition	-0,7	3,0	6,1	3,6	4
Europe centrale et orientale	2,5	1,4	4,0	3,5	3¾
États baltes	4,6	-1,7	5,0	4,8	5¼
Communauté d'États indépendants	-3,7	4,7	7,9	3,7	4
<i>dont :</i>					
Fédération de Russie	-4,9	5,4	8,3	3,5	4

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et Commission économique pour l'Europe.

^a Moyenne pondérée des taux de croissance du produit intérieur brut des différents pays, les coefficients de pondération correspondant aux PIB aux prix et taux de change de 1995.

^b Ces chiffres résultent d'estimations partielles.

^c Projection, en partie sur la base du projet LINK.

En 2000, les pays de la **Communauté d'États indépendants (CEI)** ont enregistré collectivement leurs meilleures performances économiques depuis le début de la transition. Pour la première fois en une décennie, les pays de la CEI ont tous enregistré une croissance positive, à la faveur principalement du renchérissement des cours du pétrole et du gaz et de l'affaiblissement du rouble. Avec une tendance à la baisse attendue des cours du pétrole et à mesure que les effets de la dévaluation du rouble vont se dissiper, la croissance dans la région devrait tomber de 7,9 % en 2000 à 3,7 % environ en 2001. Dans l'intervalle, les réformes structurelles dans la région demeurent un sujet de préoccupation et les résultats en sont incertains.

La performance économique des trois **États baltes** et des **pays de l'Europe centrale et orientale** en 2000 s'explique en grande partie par la vigueur de la demande extérieure émanant des pays développés européens et de la Fédération de Russie. À mesure que la demande extérieure émanant de l'Europe occidentale va diminuer, la croissance économique, dans ces pays, devrait s'appuyer principalement sur la demande intérieure. La croissance du PIB dans les pays d'Europe centrale et orientale devrait être de l'ordre de 3½ à 3¾ % en 2001-2002, et de 5 % dans les pays baltes. Une politique monétaire plus facile et le progrès de la restructuration économique devraient également relancer progressivement l'investissement.

La performance économique de beaucoup de **pays en développement** en 2000 a été encourageante, puisque 73 des 95 pays en développement dont la situation économique est régulièrement suivie par le Secrétariat de l'Organisation des Nations

Unies ont enregistré une hausse du PIB par habitant, contre 58 en 1999 (voir tableau I.4). De ce fait, la proportion de la population vivant dans ces pays qui a subi une baisse du PIB par habitant ne dépasse plus 7,4 %, avec une amélioration spectaculaire en Amérique latine et en Asie occidentale. En 2000, 31 pays ont réalisé au moins 3 % de croissance du PIB par habitant, contre 23 l'an dernier. Il est encourageant de noter que certains pays les moins avancés d'Afrique subsaharienne ont enregistré une hausse du PIB par habitant de plus de 3 % en 2000. Néanmoins, près de la moitié de la population subsaharienne vit dans des pays qui ont essuyé en 2000 une baisse du PIB par habitant.

Tableau I.4
Pays en développement : croissance du PIB par habitant par région, 1998-2001

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant				Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %			
		1998	1999	2000 ^a	2001 ^b	1998	1999	2000 ^a	2001 ^b
Nombre de pays enregistrant une croissance faible ou forte du PIB par habitant									
Pays en développement	95	33	37	22	16	29	23	31	29
<i>dont :</i>									
Amérique latine	24	8	12	6	6	7	6	6	5
Afrique	38	11	15	11	6	12	5	7	11
Asie de l'Est et du Sud	18	9	2	2	1	7	10	13	8
Asie occidentale	15	5	8	3	3	3	2	5	5
Pour mémoire :									
Pays les moins avancés	40	14	15	13	12	11	5	7	9
Afrique subsaharienne	31	8	13	10	6	9	3	5	8
Pourcentage de la population									
Pays en développement	95	23,1	20,7	7,4	5,9	63,2	61,9	67,7	60,7
<i>dont :</i>									
Amérique latine	24	55,5	69,0	11,8	16,7	24,3	25,2	26,4	7,1
Afrique	38	44,9	38,6	34,0	13,3	27,5	14,3	9,0	21,6
Asie de l'Est et du Sud	18	13,5	6,6	0,2	–	81,0	82,6	90,1	82,2
Asie occidentale	15	14,5	50,0	10,9	37,8	16,6	9,9	40,8	11,6
Pour mémoire :									
Pays les moins avancés	40	29,7	30,9	30,6	17,8	43,0	31,9	39,2	50,7
Afrique subsaharienne	31	39,4	45,8	47,2	19,4	21,7	6,4	11,5	26,0

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; estimations et projections de la population empruntées à *World Population Prospects: The 1998 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.XIII.9).

^a Estimations partielles.

^b Projection, sur la base du projet LINK.

Les perspectives, dans beaucoup de pays en développement, se sont détériorées, à des degrés divers au premier semestre de 2001. La transmission du ralentis-

sement enregistré dans les pays développés aux pays en développement se produit par plusieurs filières, notamment la réduction des exportations, l'affaiblissement des cours des produits de base, la stagnation des apports de capitaux et les conditions de crédit plus restrictives pratiquées sur les marchés internationaux et locaux des capitaux. Dans l'ensemble des pays en développement, la croissance du PIB devrait se ralentir, de 5,7 % en 2000 à 4,1 % en 2001, après quoi une relance, de 5¼ %, est à prévoir en 2002 (voir tableau I.5).

Tableau I.5

Pays en développement : taux de croissance du PIB réel, 1998-2002

(Variation annuelle en pourcentage)

	1998	1999	2000 ^a	2001 ^b	2002 ^b
Pays en développement^c	1,6	3,5	5,7	4,1	5¼
<i>dont :</i>					
Amérique latine et Caraïbes	2,0	0,4	3,8	3,1	4½
Afrique	3,0	2,7	3,1	4,3	4¼
Asie occidentale	4,1	0,8	5,7	2,6	4
Asie de l'Est et du Sud,	0,5	6,3	7,3	5,1	6
Chine exclue	-2,3	5,9	6,9	4,1	5½
<i>dont :</i>					
Asie de l'Est	-4,6	5,9	7,3	3,7	5
Asie du Sud	5,3	5,9	5,8	5,4	6¼
Chine	7,8	7,1	8,0	7,3	7¼
Afrique subsaharienne (Nigéria et					
Afrique du Sud exclus)	3,4	2,1	2,5	3,3	4
Pays les moins avancés	3,8	3,5	4,4	4,4	4½

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

^a Estimations partielles.

^b Projection, sur la base du projet LINK.

^c Ensemble couvrant les pays qui, ensemble, abritent 98 % de la population de tous les pays en développement.

Parmi les pays en développement, en **Afrique**, la croissance collective du PIB devrait s'accélérer, passant d'un peu plus de 3 % en 2000 à 4¼ % environ en 2000-2002, en dépit d'un environnement extérieur défavorable. Même en l'absence de nouveau choc important dû à l'une quelconque des influences exogènes déjà examinées, cependant, ce taux de croissance ne suffira pas à réduire notablement la pauvreté à court terme, ce qui, à long terme, complique encore le problème de la pauvreté.

La performance économique de la plupart des pays africains dépend très fortement de deux facteurs indépendants de l'économie et d'un facteur économique exogène : les conditions météorologiques, la stabilité politique dans un pays ou une sous-région et les cours internationaux des produits de base. Les taux de croissance des différents pays de la région ont notablement divergé, sous l'effet de ces facteurs, qui eux-mêmes varient d'un pays à l'autre. L'activité économique dans plusieurs pays africains a été perturbée par les conflits et par l'instabilité politique qui a régné

en 2000. Depuis, l'espoir se fait jour d'un règlement de certains conflits régionaux, ou tout au moins d'une amélioration de la situation : c'est le cas de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée et des guerres civiles dans la République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Les perspectives économiques de l'Afrique du Sud, première économie de l'Afrique subsaharienne, se sont notablement améliorées.

En 2000, le renchérissement du pétrole a profité aux pays exportateurs de pétrole de la région, et ces pays devraient continuer à investir et à consommer de façon soutenue en 2001. En revanche, l'alourdissement de la facture pétrolière, la diminution des cours de certains produits agricoles tels que le café et le cacao et des conditions météorologiques défavorables, entraînant ici des inondations et là des sécheresses, ont amoindri le taux de croissance de beaucoup de pays de la région. À la faveur d'une baisse modérée des cours du pétrole et d'une certaine amélioration des cours de plusieurs produits de base, les perspectives économiques de certains pays importateurs de pétrole devraient s'améliorer en 2001.

La reprise rapide de l'économie dans beaucoup de pays d'**Asie du Sud et de l'Est** en 1999 et durant presque toute l'année 2000 a été brutalement interrompue par le brusque ralentissement de l'économie américaine. Le taux de croissance du PIB de l'ensemble de ce groupe (Chine exclue) devrait se ralentir, passant de 6,9 % en 2000 à 4,1 % en 2001, après quoi l'année 2002, verrait une amélioration, ce taux passant à 5½ %.

Comme beaucoup de pays de la région sont fortement intégrés à l'économie internationale, ils sont vulnérables au choc actuellement porté à leur économie par la baisse de la demande extérieure, comme en témoigne la baisse de la croissance des exportations de plusieurs pays d'Asie de l'Est, qui, de plus de 20 % au premier semestre de 2000, ne devrait augmenter que de moins de 10 % au premier trimestre de 2001. De ce fait, la production industrielle, dans ces pays, en particulier la fabrication de produits destinés au secteur de l'informatique, a enregistré une baisse absolue ou aucune croissance. En outre, la baisse des valeurs sur les marchés financiers, la hausse du chômage dans l'industrie manufacturière et la précarité de la confiance des consommateurs risquent d'affaiblir encore la consommation des ménages dans beaucoup de pays d'Asie.

En Chine et en Inde, les perspectives sont plus riantes. La croissance du PIB en Chine devrait bien résister, baissant légèrement pourtant, de 8 % en 2000 à 7,3 % en 2001. Le renforcement de la demande intérieure, soutenue par des politiques économiques plus favorables à la relance, compenserait la baisse prévisible des exportations. En Inde, le taux de croissance devrait se maintenir au-dessus de 6 % grâce à la reprise prévue de la production agricole, après des conditions défavorables durant la dernière campagne agricole, ce qui devrait compenser la diminution de l'activité dans les secteurs liés à l'informatique.

Dans d'autres pays de la région, la croissance, en 2001, devrait se ralentir d'un à deux points de pourcentage dans des pays comme le Bangladesh, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka. Ce ralentissement a des causes diverses, telles que la baisse prévisible des exportations, la contraction du revenu rural après de mauvaises récoltes durant la campagne précédente et la persistance de l'instabilité politique.

Après une reprise en 2000, la croissance économique dans les pays de l'**Amérique latine et des Caraïbes** devrait se ralentir, de 3,8 % en 2000 à 3,1 % en 2001, puis reprendre à 4½ % en 2002. La région est aux prises avec des conditions

extérieures qui s'aggravent : les exportations vers les États-Unis, qui avaient apporté une forte impulsion à la reprise dans la région en 2000, risquent de diminuer notablement; les apports de capitaux privés devraient diminuer; l'élargissement des écarts de taux sur les titres de la dette de la région augmente le coût de l'emprunt international; et les cours internationaux de beaucoup de produits de base que la région exporte ont tendance à baisser. La croissance dans plusieurs pays, notamment le Mexique et plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, devrait se ralentir fortement en raison des liens commerciaux étroits entretenus avec les États-Unis. D'autres pays, comme le Brésil, qui avaient amélioré les éléments fondamentaux de leur économie et dont les exportations sont moins dépendantes des États-Unis, devraient aussi être nettement moins touchés. Quelques pays, comme l'Équateur et le Venezuela, pourront sans doute poursuivre ou même accélérer leur reprise. Les principales incertitudes et le risque de dégradation de la situation dans la région concernent surtout l'Argentine, où la confiance dans le marché est faible, alors que les agents économiques s'attendent à ce que le Gouvernement prenne des mesures de politique économique pour résoudre les problèmes posés par l'endettement public, qui n'est pas viable à terme, et pour relancer la demande du secteur privé intérieur.

La croissance économique dans beaucoup de pays d'**Asie occidentale** devrait se ralentir après une bonne performance en 2000 en raison du renchérissement des cours du pétrole. Le PIB, qui avait été de 5,7 % en 2000, devrait n'augmenter que de 2,6 % en 2001 avant d'atteindre une croissance de 4 % en 2002. La forte hausse des cours du pétrole en 2000 a considérablement profité aux pays exportateurs de pétrole de la région et a entraîné une augmentation des dépenses publiques, de l'investissement des entreprises et de la consommation privée. Cependant, en dépit des réductions des quotas de production des pays membres de l'OPEP, les cours du pétrole devraient être orientés à la baisse en 2001, en raison du ralentissement de la demande mondiale. La conjugaison de l'affaiblissement des cours et de politiques de réduction de la production devraient amener une baisse des recettes pétrolières de ces pays.

La croissance économique dans les pays importateurs de pétrole a été médiocre en 2000. L'escalade des conflits dans la région, en particulier entre Israël et l'Autorité palestinienne, a non seulement entraîné des pertes considérables pour les pays directement concernés mais aussi ont affecté négativement les pays voisins. Les perspectives à court terme, en Turquie, se sont dégradées depuis novembre 2000, en raison de deux chocs financiers; ceux-ci ont entraîné de très lourdes pertes dans le secteur bancaire, et contraint la Turquie à mettre en fluctuation libre sa monnaie, qui s'est fortement dépréciée.

Une inflation assez modeste

On ne prévoit en 2001 aucune accélération majeure de l'inflation. Le ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale devrait créer un volant de capacités inutilisées et ainsi éliminer certaines des pressions inflationnistes accumulées. Les prix des marchandises hors pétrole et des biens de haute technologie ont diminué par suite du ralentissement de l'activité, et la détente sur le marché du travail devrait modérer la croissance des salaires. Les anticipations inflationnistes, mesurées par l'évolution sur les marchés financiers des cours des titres indexés sur l'inflation, se sont également un peu modérées. Les taux de l'inflation affichée dans beaucoup de pays pourraient cependant augmenter à court terme à mesure que

continueront sans doute à se propager dans l'ensemble de l'économie les prix plus élevés de l'énergie que l'on constate depuis 2000. Dans les pays dont la monnaie s'est récemment dépréciée, on pourrait aussi voir se produire une augmentation de l'inflation.

Dans beaucoup de pays à économie développée, les taux de l'inflation affichée ont augmenté depuis le deuxième semestre de 2000. La plupart de ces pays, à l'exception du Japon, ont enregistré des taux annuels d'inflation de l'ordre de 3 à 4 % en 2000, soit un point de pourcentage de plus qu'en 1999; l'inflation s'est poursuivie au même rythme au cours du premier semestre de 2001. Le renchérissement du pétrole, la hausse des prix des denrées alimentaires et la dérive des coûts unitaires de main-d'oeuvre ont été les causes principales de l'accélération de l'inflation dans ces pays. En outre, l'affaiblissement des monnaies a exacerbé la situation dans de nombreux pays, en particulier dans les pays dont la monnaie s'est dépréciée par rapport au dollar des États-Unis. La hausse de l'inflation « de base » (c'est-à-dire en excluant les produits dont les cours sont instables tels que l'énergie et les denrées alimentaires et en éliminant l'effet des modifications de la fiscalité sur les biens et services) a jusqu'à présent été moins forte que la variation de l'inflation affichée. Les taux annuels d'inflation dans la plupart des pays développés devraient tomber en dessous de 3 % à la fin de 2001, à la faveur d'un affaiblissement de la demande et d'un léger abaissement des cours du pétrole. Avec cette détente des cours du pétrole, le principal facteur de divergence entre l'inflation affichée et l'inflation de base va progressivement s'estomper. Au Japon, la déflation est la grande préoccupation des responsables de la politique économique depuis plusieurs années. Une légère déflation devrait se poursuivre quelque temps en dépit de l'orientation nouvelle donnée à la politique monétaire dans le sens de la relance.

Les taux d'inflation dans les pays en développement et dans les pays en transition devraient pour l'essentiel rester inchangés, bien que certaines tendances divergentes se fassent jour. Dans les pays où les taux d'inflation ont été élevés ces dernières années et où la stabilisation de l'inflation demeure l'objectif essentiel de la politique économique, comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Amérique latine et dans plusieurs membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), la désinflation s'est poursuivie en 2000 ainsi qu'au début de 2001. En revanche, beaucoup de pays de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Est et de l'Europe centrale et orientale et les pays baltes ont connu une augmentation modérée des taux d'inflation pour des raisons que connaissent aussi beaucoup de pays développés – renchérissement du pétrole et, dans plusieurs cas, affaiblissement de la monnaie. L'inflation s'est également accélérée dans plusieurs pays africains. Une gestion macroéconomique plus rigoureuse et la poursuite des réformes structurelles, afin notamment d'améliorer l'efficacité de l'économie, devraient réduire les taux d'inflation dans les pays en développement et les pays en transition à inflation élevée, et aider à conserver la maîtrise de l'inflation dans d'autres régions.

Emploi : situation mitigée

Le ralentissement mondial a fragilisé, dans le monde entier, les marchés du travail qui, dans beaucoup de pays en développement et pays à économie en transition, commençaient seulement à sortir de la situation défavorable de 1997-1998. Dans beaucoup de pays, le ralentissement de l'industrie manufacturière se transmet au secteur des ménages par le biais des marchés du travail. La réaction de ces mar-

chés suit habituellement, avec quelque retard, la variation de la production, mais la flexibilité des marchés du travail dans beaucoup de pays s'est améliorée ces dernières années après l'adoption de réformes structurelles. De ce fait, les suppressions d'emplois se sont multipliées dans plusieurs pays, parallèlement au ralentissement de la croissance, en particulier de la production manufacturière. Néanmoins, la situation de l'emploi varie encore d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre selon la flexibilité du marché du travail et selon les structures économiques, et en particulier selon l'importance des secteurs exportateurs et de l'industrie manufacturière.

Aux États-Unis, le marché du travail, assez tendu, a commencé à se détendre avec les nombreuses suppressions d'emplois qui étaient déjà annoncées et le taux de chômage devrait augmenter tout au long de l'année 2001, pour atteindre 5 %. Le chômage devrait également augmenter en Australie et au Canada. Par contraste, les récentes améliorations constatées en Europe occidentale ne devraient pas être notablement compromises. Le taux de chômage moyen dans l'Union européenne a diminué de plus d'un point de pourcentage en 2000, et est maintenant inférieur à 9 %. Il devrait baisser encore en 2001, mais plus lentement. La croissance de l'emploi dans beaucoup de pays d'Europe occidentale s'explique non seulement par la forte croissance de la production mais aussi par des améliorations structurelles à plus long terme apportées par plusieurs de ces pays au marché du travail. Les perspectives de l'emploi au Japon demeurent sombres à court terme, en raison de la restructuration des entreprises et de la fragilité de la croissance économique en général.

La situation de l'emploi dans les pays en transition et dans les pays en développement varie considérablement. Les taux de chômage dans la Fédération de Russie, en Europe centrale et orientale et dans les autres pays en transition demeurent en moyenne très élevés. Cependant, pour la première fois depuis de nombreuses années, le chômage a nettement baissé en Russie en 2000. En Asie, le taux de chômage a continué à baisser grâce à la reprise de la croissance économique pendant presque toute l'année 2000. Les données relatives aux trimestres ultérieurs indiquent pourtant une légère inversion de cette tendance dans plusieurs pays d'Asie, en raison de l'affaiblissement de la production industrielle et des exportations. Le taux de chômage dans plusieurs pays frappés de plein fouet par les crises de 1997-1998, en particulier l'Indonésie, demeure plus élevé qu'auparavant. En Chine, le grand nombre de suppressions d'emplois dans le secteur d'État demeure préoccupant. Les taux de chômage sont élevés dans la plupart des pays d'Amérique latine. Alors que quelques pays d'Amérique latine, comme le Brésil, le Chili et le Venezuela sont parvenus à faire diminuer leur taux de chômage légèrement en 2000, les taux de chômage dans les autres pays, où ils dépassaient déjà largement 10 %, ont encore augmenté. C'est en Afrique que la situation est la plus grave : les taux de chômage en milieu urbain sont de l'ordre de 15 à 20 % ou plus, et le chômage et le sous-emploi sont une cause majeure de pauvreté, avec son cortège de problèmes.

Évolution de la politique économique

Depuis le début de 2001, le souci de stimuler l'économie continue à inspirer la politique économique dans beaucoup de pays : ainsi, entraînées par des réductions de taux d'intérêt qui se sont montées au total à 250 points de base aux États-Unis, les banques centrales sont de plus en plus nombreuses à abaisser elles aussi leur taux d'intérêt directeur et de nombreux gouvernements ont réduit la charge fiscale ou augmenté les dépenses budgétaires. Ce climat favorable à la relance devrait per-

sister en 2001, car les gouvernements sont soucieux de réaliser ou d'entretenir une reprise de la croissance économique mondiale.

Dans beaucoup de pays, les responsables de la **politique monétaire** ont été très actifs, en ce sens qu'ils ont fréquemment ajusté les taux d'intérêt directs afin de moduler au mieux l'allure de l'activité économique. C'est là, en partie, la conséquence de la complexité grandissante des conditions dans lesquelles est confectionnée la politique économique nationale, par suite de la rapidité du changement technologique et financier, et sous l'effet d'une intégration économique mondiale toujours plus poussée. Le nouveau cycle de libéralisation de la politique économique ne fait que commencer, mais éviter les à-coups inutiles demeurera pour les banques centrales une tâche difficile.

On s'attend, dans la plupart des pays développés, à une nouvelle libéralisation de la politique monétaire, bien que la plupart des grandes banques centrales aient déjà probablement décidé la plupart des diminutions de taux d'intérêt prévisibles. En dépit de cette tendance générale à la libéralisation du crédit, l'orientation générale de la politique économique varie d'une banque centrale à une autre, sans doute sous l'effet de régimes monétaires différents. La Banque centrale européenne (BCE) a réduit de 25 points de base seulement ses taux d'intérêt à la fin de mai 2001, alors que d'autres grandes banques centrales avaient abaissé leurs taux à plusieurs reprises. Cela s'explique en partie par le fait que la Banque centrale européenne a pour objectif unique de faire en sorte que l'inflation, dans la zone euro, se situe entre zéro et 2 %, alors que le taux de l'inflation affichée dans cette zone a dépassé la borne supérieure de cet intervalle. Par contraste, la Banque du Japon a introduit plusieurs mesures non orthodoxes, abandonnant notamment le taux d'intérêt au jour le jour comme principal objectif de la politique monétaire pour retenir au contraire la quantité de liquidités détenues par la banque centrale; celle-ci fait maintenant de l'indice des prix à la consommation son principal indicateur directif pour toute la durée de la phase de libéralisation de la politique monétaire, en retenant comme objectif de stabiliser cet indice au-dessus de zéro; par ailleurs, elle augmente ses achats directs de bons du Trésor japonais à long terme pour assurer une offre régulière de liquidités. L'orientation de la politique monétaire dans les pays en développement et dans les pays en transition n'a pas été partout la même. Les banques centrales de plusieurs de ces pays ou territoires (parmi lesquels le Chili, la Région administrative spéciale chinoise de Hong Kong, la Pologne, la République de Corée et la Province chinoise de Taiwan) ont commencé à libéraliser leur politique monétaire au moment où les signes de l'affaiblissement de la croissance de leur économie se multipliaient. Si la décélération actuelle se poursuit, des mesures de cet ordre devraient devenir plus fréquentes encore. Cependant, les taux d'intérêt demeurent relativement élevés dans beaucoup de ces pays ou territoires, notamment en Europe centrale et orientale et en Amérique latine, car les pressions inflationnistes, les déséquilibres macroéconomiques et le risque de dévaluation limitent la marge de manœuvre des banques centrales. Plus généralement, la force du dollar des États-Unis par rapport aux monnaies d'autres pays a limité la capacité de beaucoup de pays en développement et de pays en transition de réduire les taux d'intérêt.

La **politique budgétaire** dans la plupart des pays développés devrait rester modérément orientée dans le sens de la relance en 2001, à la faveur de réductions d'impôt et d'augmentations des dépenses publiques. Les pays développés, en majorité, mais à l'exception du Japon, ont enregistré un excédent budgétaire en 2000. La politique budgétaire a depuis été révisée de façon à pouvoir jouer un rôle plus actif

dans l'action menée contre le ralentissement économique. Plusieurs pays développés ont réduit les impôts ou adopté des réformes fiscales, dont une des composantes était précisément une réduction d'impôts. D'autres pays développés devraient faire de même. Les excédents budgétaires devraient diminuer dans la plupart des pays développés en 2001-2002 : la croissance des recettes devrait se ralentir (ou même faire place à une diminution) en raison des réductions d'impôts et du ralentissement de l'activité économique, cependant que les dépenses devraient augmenter, soit du fait d'une augmentation des dépenses discrétionnaires, soit en raison du jeu des stabilisateurs automatiques. Cependant, l'important déficit public au Japon devrait persister en 2001-2002.

La plupart des pays en développement et des pays en transition enregistrent des déficits budgétaires, mais plusieurs d'entre eux ont réduit ces déficits en 2000, soit en accroissant les recettes, comme dans les pays exportateurs de pétrole, soit en réduisant les dépenses, comme dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le ralentissement économique devrait, pourtant, aggraver les déficits dans beaucoup de ces pays en 2001, de sorte que les responsables de la politique économique n'ont qu'une faible marge de manoeuvre dans le choix de mesures budgétaires expansionnistes destinées à remédier au ralentissement. De plus, l'ampleur du déficit budgétaire et la valeur élevée du rapport de la dette publique au PIB compromettent la stabilité macroéconomique dans plusieurs de ces pays, comme le montrent les crises financières en Argentine et en Turquie à la fin de 2000 et au début de 2001.

Incertitudes et risques

La perspective qui vient d'être examinée repose sur l'idée que la reprise aux États-Unis prendra, sur les graphiques, la forme d'un « V »; en d'autres termes, de la même façon que le ralentissement de l'activité s'est propagé très rapidement, puis intensifié, on s'attend à ce qu'il y ait une accélération pareillement rapide de la croissance à partir du deuxième semestre de 2002. Cela devrait permettre à la croissance économique mondiale de retrouver son rythme à long terme de 3 % environ en 2002. Cependant, il demeure de fortes incertitudes et même plusieurs risques de contraction, qui pourraient laisser augurer une évolution moins intéressante.

Le principal risque, pour les perspectives économiques mondiales, réside dans un ralentissement plus profond et plus long que prévu aux États-Unis d'Amérique avec des retombées plus étendues dans le reste du monde, par l'effet d'ajustements brutaux du déficit des opérations courantes de ce pays. Les pays européens ne pourraient alors vraisemblablement pas maintenir le dynamisme actuellement prévu de leur économie. Il serait également plus difficile, pour le Japon, de résoudre ses problèmes structurels persistants, aggravant ainsi le pessimisme qu'inspire sa situation économique actuelle et les incertitudes politiques qui retentissent sur le comportement de ses agents économiques. En même temps, les contraintes extérieures limiteraient la marge de manoeuvre qui subsiste dans la stimulation de la demande intérieure dans la majorité des pays en développement et dans les pays en transition. Pris ensemble, ces événements auraient des répercussions plus larges sur la croissance économique à court terme pour le monde dans son ensemble, mais en particulier pour beaucoup de pays en développement.

Les très importants déficits commerciaux et courants des États-Unis d'Amérique continuent à faire peser sur l'économie mondiale un risque majeur.

Comme on l'a indiqué plus haut, ces déficits représentaient 4,5 % du PIB en 2000, aggravant la crainte de ne pouvoir les maintenir durablement et de ne pouvoir remédier aux conséquences d'une inversion brutale de tendance, étant donné en particulier le ralentissement intérieur et la forme qu'il a prise. On ne sait pas bien au-dessus de quel niveau un déficit courant doit être considéré comme précaire, mais l'expérience permet d'avancer deux propositions. La première est qu'une inversion de l'évolution du compte des opérations courantes d'un pays développé commence d'ordinaire quand le déficit extérieur atteint environ 5 % du PIB. La deuxième est que ce changement est alors à la fois un ralentissement de la croissance économique intérieure et une très nette dépréciation du taux de change.

La possibilité de maintenir à leurs niveaux actuels les déficits commercial et courant des États-Unis d'Amérique dépend, dans une large mesure, de la possibilité pour le secteur privé et le secteur public de continuer à emprunter à l'étranger, soit par le canal des marchés financiers, soit en accumulant des recettes en dollars. La dette extérieure totale due par des agents économiques américains, mesurée par l'investissement étranger net dans le pays, représente environ 20 % du PIB. Cette dette reste donc bien en dessous du chiffre de 40 à 50 %, ou parfois plus, que plusieurs pays développés ont atteint durant les années 90. Cependant, la part de la production américaine qui est susceptible d'entrer dans le commerce international représente environ 25 % du PIB et les exportations de biens et services, moins de 12 % du PIB, de sorte que la dette extérieure représente environ 80 % du PIB échangeable des États-Unis, et, exprimée en proportion des recettes d'exportations, deux fois ce chiffre environ. Ces ordres de grandeur donnent à penser que les déficits extérieurs risquent de n'être pas aussi durables que d'autres indicateurs le donnent à penser et pourraient même devoir être bientôt réduits.

Cela peut être réalisé soit par une réduction de l'absorption intérieure, notamment de l'investissement, soit par une augmentation de l'épargne intérieure (étant donné que le déficit des opérations courantes est le reflet exact de la différence entre épargne et investissement). L'ajustement pourrait être ou un processus graduel ou une inversion brutale, impliquant une forte dévaluation du dollar par rapport aux grandes monnaies et une réduction prononcée, ou même une inversion, des entrées de capitaux.

Des simulations sur modèle, utilisant le système de modèles LINK³ ont été effectuées pour étudier les différentes possibilités de réduire le déficit. Parmi ces possibilités, une variante pessimiste consiste à supposer que l'ajustement sera réalisé principalement par une correction du déséquilibre entre épargne et investissement du secteur privé, obtenue par une réduction de l'absorption intérieure aux États-Unis (voir encadré 1.1). Une telle réduction sur la période 2001-2002 aurait des effets déflationnistes importants, non seulement aux États-Unis et dans les pays développés, mais aussi dans beaucoup de pays en développement. En raison de leurs liens étroits avec l'économie des États-Unis, les pays en développement de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud et de l'Est seraient touchés de façon disproportionnée.

³ Le projet LINK est une recherche internationale en modélisation économétrique, coordonné par la Division de l'analyse des politiques de développement de l'Organisation des Nations Unies et l'Université de Toronto.

Encadré 1.1

Un scénario de contraction progressive

La simulation d'une réduction du déficit commercial des États-Unis de plus de 200 milliards de dollars sur une période de deux ans est obtenue principalement par une compression de la demande d'importations qui diminue de 224 milliards de dollars par suite d'une baisse de la consommation de 5,7 % et d'une diminution de l'investissement privé de 14 % (voir tableau). Le scénario entraîne une perte de produit intérieur brut (PIB) aux États-Unis de 4,6 % environ sur deux ans, avec un impact considérable sur les autres agrégats de l'économie américaine et un effet déflationniste prononcé sur l'économie mondiale^a.

Les exportations mondiales diminueraient alors de plus de 300 milliards de dollars, soit 4 %. Les excédents commerciaux de l'Union européenne et du Japon seraient de même réduits de 47 milliards et de 31 milliards de dollars, respectivement. Les effets défavorables sur les pays en développement résulteraient d'une diminution de 75 milliards de dollars de leur solde commercial collectif, les régions les plus touchées étant les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine. Mesuré par rapport au PIB, le coût pour l'économie mondiale de ce scénario serait de 600 milliards de dollars, soit 1,7 point de pourcentage, sur deux ans.

^a Pour une information complète sur cette simulation, voir : Pingfan Hong, « Global implications of the adjustment in the United States trade deficit », Document interne du Département des affaires économiques et sociales, No 17 (ST/ESA/2001/DP.17), <<http://www.un.org/esa/papers/htm>>.

Principaux résultats de la simulation sur modèle d'une diminution de 200 milliards de dollars du déficit commercial des États-Unis

Variations par rapport à la situation de référence, au bout de deux ans

	<i>Milliards de dollars</i>	<i>Points de pourcentage</i>
États-Unis d'Amérique		
Balance commerciale	+206	
Importations	-224	
PIB		-4,6
Consommation		-5,7
Investissement privé		-14,0
Taux de change effectif		-15,0
Taux de chômage		+2,0 ^a
Taux d'inflation		-2,7 ^a
Commerce mondial	-307	
Balances commerciales		
Canada	-39	
Union européenne	-47	
Japon	-31	

Pays en développement	-75	
Amérique latine	-30	
Asie du Sud et de l'Est		-25,0
PIB		
Ensemble du monde		-1,7
Pays développés		-1,8
Pays en développement		-1,6

^aPoints de pourcentage.

Les résultats de ce modèle impliquent que l'essentiel du rééquilibrage de l'investissement et de l'épargne du secteur privé aux États-Unis serait obtenu par une diminution de l'investissement et, dans une moindre mesure, par une augmentation du taux d'épargne. C'est là le cas le plus défavorable que la plupart des observateurs considèrent comme plausible. Cependant, même en pareil cas, il n'y aurait qu'une dépréciation de 15 % du taux de change effectif du dollar. Un modèle ne peut pas capter de façon complète les conséquences d'une dépréciation plus importante encore du dollar contre les principales monnaies ou des graves perturbations possibles sur les marchés financiers, mais les conséquences défavorables en seraient beaucoup plus considérables.

Par le jeu des liens internationaux, l'ajustement aux États-Unis aurait un impact déflationniste important sur l'économie mondiale. Le commerce mondial total diminuerait considérablement, les excédents commerciaux du Japon et des pays de l'Union européenne seraient considérablement réduits (en partie en raison de l'appréciation de leur monnaie par rapport au dollar) et la balance commerciale collective des pays en développement se détériorerait notablement. Les résultats en seraient au bout de deux ans une diminution de la croissance mondiale de 1,7 point de pourcentage environ par rapport à la situation de référence, ce qui équivaldrait à une perte de production de quelque 600 milliards de dollars. La réduction des investissements que cela implique entraînerait non seulement une baisse de la demande intérieure durant la période concernée mais aussi un amenuisement du stock de capital à plus long terme. Un ajustement de cette nature aurait donc pour effet de réduire la croissance de la production et des revenus à long terme aussi bien qu'à court terme.